

Intervention proposée dans le cadre de l'Université Rurale du Clunisois (URC)

Pauvretés et solidarités, nouveaux regards, nouveaux comportements

Intervention le
Jeudi 23 février 2012 à Montagny-sur-Grosne

Amélie APPERE-DE SOUSA, FNARS

Présentation de l'intervenant et de sa structure : Amélie APPERE DE SOUSA, FNARS



• **Intervenant :**
Amélie Appéré-De Sousa

• **Mode d'intervention:**
Rencontre dialogue

• **Coordonnées :**
FNARS Bourgogne
80, rue de Lyon
71000 Mâcon
03 85 21 94 68
a.de.sousa@fnars.org

Amélie Appéré-de Sousa est chargée de mission à la Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS). Etablie à Paris mais avec de multiples délégations régionales, la FNARS regroupe des associations de solidarité qui agissent pour l'accueil, l'hébergement et l'insertion des personnes en difficulté sociale.

La FNARS est un réseau généraliste qui **lutte contre les exclusions, promeut le travail social et ouvre des espaces d'échange entre tous les acteurs du secteur**, sur l'ensemble du territoire grâce à son organisation en vingt-deux associations régionales.

Ses objectifs et son action se résume autour de huit missions : **Proposer, Représenter, Observer, Alerter, Echanger,**

Former, Conseiller et Informer.

La FNARS a réalisé avec l'IRTESS de Dijon une étude sur les processus d'exclusion et d'insertion en milieu rural, étude qui fait apparaître les problématiques et les remèdes qui y sont apportés.

En lien avec le contexte territorial dans lequel peuvent évoluer certains adhérents, la FNARS Bourgogne a souhaité travailler en partie sur les questions de précarité et de ruralité.

La FNARS de Bourgogne compte quarante-deux établissements, (notamment des centres d'hébergement et de réinsertion sociale, des centres d'accueil pour demandeurs d'asile, des entreprises et chantiers d'insertion, des accueils de jour...).

DANS CE NUMÉRO :

Présentation de l'intervenant	1
Synthèse du propos de la soirée	1
Initiatives locales	2
Actions mise en place	2
Quelques citations	2
Revendications ou espérances	3
Ressenti des participants	3

Synthèse du propos de la soirée

Aujourd'hui, la pauvreté, qu'est-ce que c'est ? Pas facile de s'accorder sur le mot mais quelques grands thèmes se dégagent : **réclusion, société, famille, loisirs, santé, isolement, économie/travail, manque de connaissances, logement, mobilité, droits fondamentaux, identité/image de soi, dignité/respect.**

35 % des pauvres habitent en milieu rural et le taux de pauvreté y est plus important qu'en milieu urbain mais, entre ce qui se passe dans le monde urbain et dans le monde rural, il y a une la différence de regard.

Comme le dit le maire d'Arbois lors du colloque "vacances familiales et grande pauvreté" : *"Souvent on montre les riches, les pauvres, les grands, les petits, mais dans une campagne, il y a d'abord les voisins, les gens d'à côté. Il y a ceux qui nous ennuient comme ceux avec qui*

tout va bien. On se rencontre, on discute. Le fait d'avoir une proximité avec des gens qui ont des difficultés révèle au fond l'obligation de vivre ensemble."

Les causes de la pauvreté dans le monde rural sont multiples : **monoparentalité, néoruraux citadins déracinés, engrenages, manque de jobs pour les jeunes, salaires trop bas...** Les gens s'engagent, il y a des expériences positives, pour mieux repérer la personne pauvre et pour apporter des solutions à ses difficultés mais les actions suscitent quelques réflexions : comment l'acteur doit-il se positionner, quelles sont ses marches de manœuvres, quelle est la limite de son action, comment requérir la participation de l'utilisateur ? La pauvreté, c'est tout cela mais, si on retourne à la racine du mot "précaire", on trouve : une chose "obtenue par la prière, donnée par charité, qui peut être repris à tous moment".

Quelques initiatives locales ont été présentées par les participants

Sur le canton de Matour-Tramayes, dans le cadre d'un CASL (Contrat d'Animation Sociale Locale) et dans la suite du SIVU Enfance Jeunesse de la Haute Grosne : le groupe "Vers des solidarités plus actives" réfléchit à mutualiser des moyens pour entreprendre des actions sociales moins isolées. Ce groupe rassemble les travailleuses sociales, les Foyers Ruraux et quelques électrons libres. Leur premier travail a été d'identifier les besoins du territoire en matière d'information et d'accompagnement des personnes en difficulté. Des projets concrets ont ensuite vu le jour : le Point Info à Matour, la plaquette Tatou (pour aider les familles pauvres à accéder aux loisirs) et le service Transports à la demande (service de taxis pour se rendre à Cluny, notamment au Resto du Cœur). A la fin de la saison des Restos, la dynamique enclenchée s'est

prolongée par "les Jardins partagés" de Tramayes, puis ceux de Dompierre-les-Ormes.

En Clunisois, appel a été fait aux maires des communes rurales pour recenser les pauvres afin de les amener aux Restos du Cœur de Cluny. C'est ainsi plus de trois cent personnes qui ont été recensées.

A Mâcon, l'association Le Pont a été créée en 1977 pour porter le projet de création d'un CHR (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale) à Mâcon. En 1995, un programme de lutte contre l'exclusion a été mis en place pour le monde rural, avec la création d'un SARS (Service d'Accompagnement et de Réinsertion Sociale) dans le Charolais, le Louhanais, l'Autunois et à Tournus. Le SARS a pour objectif de reconstruire un projet social avec chaque personne en grande difficulté, afin de la maintenir dans son environnement et ainsi éviter le déraci-

nement et la rupture de liens sociaux. Le Pont assure l'accueil d'urgence et la gestion du 115, le service d'accueil d'urgence qui gère vingt maisons d'accueil.

A Cluny, une maison s'est ouverte pour l'accueil d'urgence : "L'étape". Elle est rattachée au réseau 115. En 2011, cent personnes y ont été accueillies et mille quatre cent repas ont été servis. Les bénévoles qui s'y activent ont recours aux forces vives locales. Par exemple, des produits de soin ont été collectés auprès des pharmaciens. L'Étape reçoit les habitués sans abri ou les personnes qui font la route mais de plus en plus aussi des personnes en rupture sociale, suite à un divorce ou à un licenciement. Il y a aussi des demandeurs d'asile. Il faut savoir que Cluny est au centre d'une vaste problématique concernant les pays d'Europe de l'Est et les pays en révolution de l'autre côté de la Méditerranée.

Actions mises en place

D'autre part, la FNARS s'inspire de ce qui se passe en Europe :

Pour le Portugal : la politique sociale a instauré la mise en place d'un réseau de veille sociale sur les territoires avec différents partenaires : les restaurateurs, les clubs des aînés, les médecins pour trouver ensemble des solutions à la précarité des populations, notamment les jeunes.

Pour l'Italie, dans certaines régions, les travaux qui relèvent de l'entretien des espaces verts sont confiés à des coopératives d'insertion.

Pour l'Espagne : le travail en coopérative est renforcé, notamment en lien avec des démarches environnementales et de sauvegarde des paysages et savoir-faire locaux.

Pour la directive européenne, il existe à l'heure actuelle des clauses spécifiques pour la prise en compte des publics en difficulté.

Car, **sur nos territoires, la FNARS est solidaire de différentes actions.** Les initiatives de nombreux secteurs ont été évoquées :

- Le réseau d'agents de santé : la création d'un poste d' "agent de santé" par l'association Le Pont, poste financé par le CG71, pour permettre un retour vers le soin des personnes en précarité et vivant en milieu rural.
- Les postes de SARS créés par l'association Le Pont.
- L'action "agrisolidarité" mise en place par la MSA et les milieux professionnels

agricoles, en réponse aux situations de surendettement, de menaces d'exclusion et de reconversion des agriculteurs.

- La mise en place de plateforme mobilité et/ou de service mobilité par des municipalités ou des associations.
- Le réseau "Habitat et développement", dans le cadre de son action pour la rénovation des logements. Comme il s'agit surtout du parc locatif privé, cette action s'accompagne d'interventions auprès des propriétaires.
- La mise en place de différents chantiers d'insertion.
- Le soutien au TéAtr'éPROUVète de Jean Bojko, avec le RTE, une fondation privée qui accompagne des projets culturels et de développement durable dans les territoires ruraux.

A ce sujet, on peut citer Jean-Michel Lucas, in "Les droits culturels et la dignité des personnes" : *"Si on doit faire une action culturelle cela ne peut pas se faire dans l'indifférence de la dignité de la personne. On ne peut pas dire j'ai un public, j'ai une population en imposant un anonymat de celui qui va recevoir on le nie dans son existence. L'objet culturel on l'offre à des personnes. L'enjeu ce n'est pas faire une proposition plus ou moins cher, plus ou moins accessible, c'est comment deux identités dans leur dignité sont en interaction. La culture ce n'est pas juste un secteur. La culture c'est une éthique du développement*

durable humain. Il faut négocier des valeurs culturelles partagées. L'accès à la culture peut devenir discriminatoire."

Quelques citations intéressantes

"Il y a quinze ans, les maires disaient : on n'a pas de pauvres dans nos campagnes."

"Ce ne sont pas seulement les gens qui sont pauvres, c'est la société".

"On est plus facilement pauvre que riche".

"Il ne faut pas dire qu'il y a des pauvres, il y a des gens en situation de pauvreté à un moment donné".

"Les gens ont appris à être en sur adaptation, alors, les choses s'aggravent".

"Parfois, travailler défavorise par rapport à celui qui ne travaille pas".

"Remonter la pente devient difficile, on ne peut plus y arriver seul."

"Pour agir en campagne, le plus difficile c'est de rentrer dans le cadre".

"Accompagner la participation mais sans partir dans tous les sens".

"On a fait une journée portes ouvertes à la FNARS : pour une fois, il y avait plus d'usagers que d'acteurs sociaux".

"On ne les appelle pas les pauvres mais les accueillis."

"Les bonnes intentions ça ne suffit pas".

"Osons le mot désespérance".

Quelles sont les revendications ou espérances évoquées pour l'avenir ?

Déjà, elles sont à l'œuvre, se déclinant en trois volets :

Premièrement, il existe des dynamiques territoriales déjà bien enracinées :

Il existe des acteurs/partenaires : collectivités locales, travailleurs sociaux, associations (dont les Foyers ruraux) et de plus en plus de personnes qui s'engagent individuellement. Au fil du temps, une synergie s'est établie entre ces acteurs/partenaires. Une dynamique s'est enclenchée à partir de leurs actions, comme les jardins partagés, le covoiturage....

La certitude s'est fait jour que les politiques territoriales doivent conjuguer projet global et action ciblée individuelle sur la personne en difficulté. Il s'agit de penser global et d'agir local.

Sur certains territoires, quelques réalisations concrètes ont vu le jour comme la charte de cohésion sociale, le guichet unique et l'accès aux marchés publics pour tous travaux destinés aux collectivités.

Quelques réflexions sont en cours :

Comment trouver les financements pour la stabilité et la pérennisation des actions ?

La réflexion/action ne doit plus être verticale, c'est-à-dire considérée comme un thème d'action, mais elle doit être horizontale, transversale à tous les secteurs de la vie sociale : transports, éducation, santé... ; il ne faut pas tout institutionnaliser ;

il faut voir ce qui se fait ailleurs, en Europe ou dans le monde.

Deuxièmement, la participation des usagers se développe :

Les usagers ont en eux de la ressource : souvent, ils se retrouvent de manière informelle, parlent entre eux, trouvent des solutions à des problèmes concrets.

La charte des usagers et un conseil consultatif des gens accueillis leur permettent de prendre la parole.

La parole des usagers est utile et légitime, si toutefois elle ne se résume pas à un simple témoignage/matière première de réflexion-pour-ceux-qui-savent mais plutôt si elle offre le regard de la personne elle-même.

Cette prise de parole, ce regard et la réflexion qui en découle permettent à la personne de lutter contre le découragement, ce qu'on peut appeler le syndrome de Sisyphe. Dans la mythologie grecque, Sisyphe fut condamné par les dieux à remonter éternellement au sommet d'une colline un rocher qui toujours redévalait la pente avant d'en atteindre le sommet. C'est le symbole même du travail vain et stérile, de son absurdité, comme le disait Albert Camus.

Des spectacles et des animations d'expression sont spécialement proposés aux personnes en difficulté afin qu'elles s'enrichissent spirituellement et s'expriment. C'est ce qu'on peut appeler les droits culturels.

Travailler à partir des compétences des gens est un impératif incontournable.

Troisièmement, les citoyens réfléchissent et s'impliquent d'avantage :

Les gens ne se cachent plus la réalité.

La mixité sociale, le mélange des populations sont nécessaires, salutaires.

Tout ce qui favorise l'autonomie plutôt que l'assistanat est bon à prendre.

La transmission et l'échange des savoirs, dans une sorte de coévolution, sont facteurs d'égalité.

Peut-on adapter ce qui a été fait pour les personnes âgées à la problématique de la pauvreté ?

Les jeux/l'inversion des rôles comme moyen de mieux comprendre les situations et les personnes.

Comment puis-je intervenir, seul ou dans une association ?

Comment articuler mieux le travail des bénévoles et celui des professionnels ?

Comment contrer le formatage des agents de développement ?

Et si on menait une véritable réflexion philosophique :

Sur notre rapport au bonheur vu par la société de consommation ?

Sur le faire-ensemble et les facteurs déclenchant le changement ?

Sur le genre : la pauvreté est sous le signe du manque, de la perte, c'est-à-dire du féminin, le masculin prônant le "toujours plus". Comment changer ce paradigme : que le moins soit considéré comme positif ?



Ressenti des participants

Vincent Verschoore, responsable de l'URC :

"On a de la chance d'avoir déjà beaucoup de gens engagés. On constate que les gens tombent dans le puits de la précarité mais il faut voir pourquoi ils y tombent. Les en sortir, c'est bien mais les empêcher d'y tomber ce serait bien aussi. On dit que c'est la faute à pas de chance, que les raisons sont locales mais qu'en est-il de la politique et de la situation globale ? On parle de réindustrialisation, d'en finir avec les délocalisations. Dans le milieu rural, on se connaît, on se voit, on s'entraide. Je découvre l'immense richesse de ce qui existe et qui embrasse plein de choses mais les per-

sonnes en difficultés connaissent-elles ces structures, ces initiatives. Quel est leur regard sur cet empilement, sur cette montagne."

Annie Wenner, intervenante sur le CASL Matour-Tramayes :

" On peut juste modestement amener un peu plus de douceur, d'huile dans les rouages. L'aspect humain, relationnel. Je crois aussi beaucoup au décloisonnement de nos actions. J'ai découvert que des associations peuvent intervenir plus sur les territoires. C'est en rassemblant tout ça qu'on peut développer des dynamiques en intervenant chacun dans son rôle »

Université Rurale du Clunisois
FRGS
Rue des Griottons
71 250 Cluny

Tél. - 03 85 59 23 64
Fax - 03 85 59 12 47

Email - frgs@wanadoo.fr

Retrouvez toute l'actualité du FRGS sur notre site internet : www.fdf71.org/cluny